La guerre des classes

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ — bulletin trimestriel n° 9 — Automne / Hiver2007
BP 30934 41009 Blois cedex — www.lesamisdelegalite.org

LE GRISOU DE LA MISÈRE

Le divorce est total entre le gouvernement des avocats d'affaires et la majorité de la population. Le vote majoritaire pour le NON au projet de constitution européenne est considéré par tous ces affairistes comme 'une merde' qu'on écarte d'une main habituée à tripoter des millions d'€.

De l'argent, il y en a : 100 000 000 000 € de bénéfice en 2006 pour les entreprises du CAC 40. Revenu moyen d'un patron du CAC 40 : 3 800 000 €/an. Hausse des salaires des PDG : jusqu'à 59 %. En 2006, les 60 patrons actionnaires les mieux lotis ont empoché en moyenne 30 millions d'€ de dividende chacun. 17 % de hausse pour les cours de la bourse en 2006.
Augmentation des députés de 60 % et du clown-président de 206 %.
Qui dit mieux ?

De l'argent, il n'y en aurait plus pour les régimes spéciaux de retraites, pour l'assurance sociale, pour l'assurance chômage des populations. mais c'est par millions d'€ que L'État fait des cadeaux aux riches.

Pour ceux qui auraient encore un doute sur la nature de l'Etat et de la Justice, c'est jour après jour que nous avons confirmation que l'Etat roule pour les riches. En plus de jouer les sauveurs d'otages, les négociateurs de terrain à la SNCF, les médiateurs compatissants auprès des marins-pêcheurs, Foutriquet-Sarkozy fait la démonstration de l'absence de marge de manoeuvre de la bourgeoisie nationale, en même temps qu'il fait, pour le même prix, la démonstration de l'incompétence de tous ses ministres. A commencer par le premier d'entre eux, Fillon, qui a beau expliquer que c'est 'la faillite' et que rien ne va, tout ce beau monde commence par augmenter ses propres revenus ! Sans le soutien actif de tous ceux qui expliquent qu'il n'y a pas d'autre solution que le Capitalisme, Foutriquet et son gouvernement apparaîtraient pour ce qu'ils sont : une bande de pillards affairistes qui n'ont qu'un objectif : s'en mettre plein les poches le plus vite possible. Mais cette complicité active ou passive, ce soutien de la gauche (?) acquise au Capitalisme et à la libre entreprise, a ses limites. Si pour l'instant, elle permet au gouvernement de faire son sale boulot en se refusant à engager l'épreuve de force, cette 'gauche' creuse sa tombe et apparait de plus en plus pour ce qu'elle est : complice de la droite réactionnaire.

Tout ce qui n'a pas trouvé à s'exprimer sur le terrain truqué des élections trouvera à s'exprimer sur le terrain de la lutte des classes. D'un côté, plus de 3 millions de chômeurs, 7 millions de travailleurs pauvres, des millions de précaires, de flexibles, d'abonnés aux petits boulots sans intérêt. De l'autre, une poignée de riches gavés de stock-options, de spéculations financières, de cadeaux fiscaux.

On comprend mieux que le gouvernement interdise de fumer, car la moindre étincelle mettra le feu à ce grisou de la misère.

La question n'est pas de savoir si ça va péter et si l'hiver ou le printemps vont être chauds. La question à débattre est : comment faire pour que les bureaucrates, qui n'ont cessé de trahir et de dévoyer les luttes de 2003, 2005, le CPE en 2006, ne soient pas une nouvelle fois en situation de trahir pour un strapontin ou une valise d'argent liquide en provenance du MEDEF ?

Cette question se discute déjà dans les usines et les quartiers. Riches des expériences du passé, des propositions voient le jour. Mettre en place des comités d'usine ou de quartier qui décident et organisent la résistance et les luttes, avec l'élection de représentants sur la base d'un mandat précis.

Toutes les structures existantes, syndicales et politiques, ont leur place aux côtés des travailleurs et de la population, à condition qu'elles respectent les décisions prises par ces assemblées et ne collaborent pas par ailleurs avec le pouvoir.

APRÈS L'IRAK ET L'AFGHANISTAN, L'IRAN

Le système capitaliste et les puissances impérialistes qui le représentent et imposent leur volonté, sont claires : Il est possible de vendre des centrales nucléaires à la Libye. Il est normal qu'en violation de leurs propres lois internationales, Israël dispose de l'arme atomique. Mais si l'Iran veut rester indépendant et accéder à ce que les autres ont déjà, c'est la guerre ! Beaucoup d'entre nous, qui luttons contre le nucléaire civil et militaire, sont sur le point de se rallier avec armes et bagages au gouvernement du MEDEF et des marchands de canons.
L'argument parait simple : 'Pas de nucléaire civil et militaire pour l'Iran, au nom du refus du nucléaire'. Et pourtant rien n'est simple. Peut-on accepter le principe et le passage à l'acte à une guerre d'agression contre un peuple, quelqu'en soient les pseudos justifications ?
Nous savons que le capitalisme, aux USA comme en France, comme en Irak ou en Iran, porte en lui la guerre et la destruction, comme la nuée porte l'orage.
Il n'existe pas de guerre juste entre pays capitalistes. Il n'y a que des peuples massacrés pour le profit des marchands de canons et pour le profit des multinationales qui contrôlent les sources d'énergie.
Tout appel à la guerre, quel qu'en soit le motif, est un appel au meurtre d'innocents. Rien, même la lutte contre le nucléaire, ne justifie une guerre d'agression ou alors il faut dès maintenant s'attaquer à nos propres installations nucléaires civils et militaires, ici dans le pays où nous vivons.

Nous avons trop longtemps suivi les 'productivistes' de gauche qui justifiaient la lutte pour l'emploi dans l'industrie d'armement 'au nom de l'emploi' quel que soit ce qui est produit. Rien ne justifie que l'on produise des armes pour exterminer d'autres peuples, le nôtre y compris. Seuls les marchands de canons ont intérêt à parler 'd'intérêt national'
Si on pense que les simples gardiens des camps d'extermination avaient une responsabilité dans les millions de morts dans les chambres à gaz, il faut aussi considérer que ceux qui conduisaient les trains et ceux qui produisaient ces gaz mortels sont aussi complices 'passifs ou actifs' de ces exterminations.
La guerre commence toujours par la désignation d'un bouc émissaire. La guerre reste possible parce que beaucoup tournent la tête pour ne pas voir, et mettent la musique à fond pour ne pas entendre le bruit des bombes et les cris des civils mutilés. La guerre peut exister parce qu'on fabrique des chars, des avions et des missiles indispensables pour commettre ces massacres.
Nous connaissons les arguments de ceux qui militent pour plus d'emplois et plus de production, permettant des embauches dans les usines de la mort : 'si ce n'est pas en France, ces productions auront lieu ailleurs, alors autant que ce soit chez nous'. Ces arguments égoïstes sont inacceptables ! La guerre se nourrit de ce type d'arguments lâches et d'un nationalisme de café du commerce.
Il est bien regrettable que seule une minorité se prononce contre la guerre, mais ce n'est pas une fatalité. En aucun cas cela ne peut justifier la lâcheté de la soumission aux marchands de canons et au Capitalisme.
Il faut nous tenir prêt à passer des armes de la critique à la critique par les armes. Le Capitalisme, lui, n'a pas d'états d'âme.

POLICE PARTOUT, JUSTICE ?

Ordre du président !!!

Le 4 septembre à BLOIS, visite de Sarkozy. 'Pas de badges ! Pas de banderoles ! Vous ne pouvez pas rester ici, ordre du Président ! On les dégage, Ordre du président !'
Et hop ! On n'a pas tenu le pavé plus de trois minutes face aux meutes poulardines. La quinzaine de militants SUD, Amis de l'Egalité et LCR s'est alors mise à léviter en direction des bétaillères bleu marine. Faut dire qu'on avait eu l'impudence d'arriver jusqu'à vingt mètres du lieu où Sarkozy devait pérorer. Pas d'opposition, que des poignées de main et du bonheur, ordre du Président !
Au même moment, 'la gauche qui agit. La gauche qui protège' (lu sur les affiches du Parti Socialiste lors des dernières élections !) écoutait poliment, voire applaudissait le discours-programme où le Président se proposait de foutre en l'air le Collège unique, de faire travailler plus avec moins d'effectifs, avant de poser avec Nicolas pour immortaliser leur présence lors de la visite du grand homme.

CPE, le gouvernement et ses gardiens font payer leur défaite par des poursuites judiciaires

La condamnation des 2 militantes de la LCR lors du procès à Blois le 3 octobre confirme la politique de criminalisation des mouvements de contestation. Ces deux militantes n'avaient rien fait d'autre que de demander à des lycéens de ne pas indiquer à un agent des Renseignement Généraux le lieu de la prochaine action. Au questionnement des lycéens à propos des deux lettres RG, elles avaient rappelé le rôle décisif des fichiers de la police française lors de la rafle du Vel' d'Hiv' et dans la déportation des juifs pendant l'Occupation. Si depuis le printemps 2006, tous les prétextes sont bons pour condamner celles et ceux qui ont participé à la lutte victorieuse contre le CPE, c'est que ce combat déborda par sa radicalité les cadres imposés à la contestation aussi bien par le pouvoir que par les médias ou les 'grandes confédérations syndicales'.

A l'attaque contre l'idéologie dominante

Dans la guerre des classes qu'il nous livre, le patronat et ses officiers du gouvernement sont partout à l'offensive. Tout y passe : le droit de grève, la fonction publique et l'Université en voie de privatisation, les régimes spéciaux, les 35 heures et le contrat de travail, les travailleurs immigrés et leurs enfants traqués, la Santé considérée comme un luxe qu'on ne pourra plus se payer qu'à coup de franchises, ... Les communiqués de guerre, repris avec enthousiasme par les média du Parti de la Presse et de l'Argent, le PPA, font le reste. Par leurs tirs de barrage, ils préparent le terrain idéologique pour l'attaque.
Alors comme on en a plus que marre d'entendre le PPA déblatérer sur les grévistes 'preneurs d'otages', sur les 'réformes nécessaires, tout le monde le sait', sur les chômeurs et les malades fraudeurs, sur les fonctionnaires privilégiés, sur l'irresponsabilité des étudiants bloqueurs, sur le courage, l'activisme et le divorce de Foutriquet, on a décidé avec les *Amis de Là-Bas Si J'y Suis*, d'organiser un contre sommet aux Rendez-vous de l'Histoire, bref de passer à l'attaque contre l'idéologie dominante.
Et notre Rendez-nous l'Histoire a été un très gros succès les 19, 20 et 21 octobre à Blois car Rendez-nous l'Histoire a été collectif et qu'il n'a pas attendu l'autorisation des gens autorisés !
Contre les intellectuels médiatiques, contre les médias aux ordres de Foutriquet, contre les spécialistes de la pensée jetable, contre le Parti de la Presse et de l'Argent ici et en Amérique Latine, contre la marchandisation des mouvements sociaux, Rendez-nous l'Histoire a été pour la résistance aux marchands de canons et de béton ! Rendez-nous l'Histoire a marqué une avancée dans la lutte contre la fabrique de l'opinion.
Comme Camille Sardon, Rendez-nous l'Histoire peut déjà changer de cagoule et prendre la forme de Rendez-nous les retraites, Rendez-nous les services publics, Rendez-nous les intermittents, Rendez-nous de quoi vivre...

Feu ! Feu ! Feu !

Un grand merci à toutes celles et à tous ceux qui, de près ou de loin, ont permis que Rendez-Nous l'Histoire soit un succès : ACRIMED, LE PLAN B et ses troupes sardonnes, Le journal CQFD, Là-Bas si j'y suis, la CNT, le Canard du Coin de Tours, les décroissants des revues L'âge de faire et Silence, l'Agent-Da, la Librairie Libertaire et Alternative La Niche, le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste du 45, les militants de SUD éducation, Alternative libertaire, la section rennaise (SRIS), blésoise (SBIS) de l'internationale sardonne, les amis de Brest, de Coutances et d'ailleurs, La Commune, l'Alternative Révolutionnaire Socialiste,..., sans oublier les différents intervenants, sympathisants, ni nos photographes officieux. Un grand merci aussi à François et à Ben.

Espace pub pour nos amis, vu que personne le fera à notre place

L'AGENT DA, le pouvoir de dire OUI ! à l'engagement militant associatif, culturel, écologiste, économique, politique, syndical... Pour recevoir, cet agenda, il vous suffit d'envoyer un courriel à lagentda@no-log.org. Pour se désabonner, idem. Comme tout le monde n'a pas accès à Internet, l'agent DA vous demande dans la mesure du possible d'en faire un ou deux tirages « papier» pour le diffuser autour de vous. Par ailleurs, si vous êtes au courant ou êtes organisateur d'un événement, merci d' envoyer vos infos à lagentda@no-log.org.

LA LIBRAIRIE LIBERTAIRE LA NICHE. La Niche, librairie libertaire est autogestionnaire et antiautoritaire : ses membres sont exclusivement bénévoles. Le but est de faire connaître l'histoire et l'actualité des mouvements critiques qui combattent le capitalisme, au-delà des appareils politiques et organisations institutionnalisées. La Niche assure la vente de livres neufs et d'occasion, les échanges, la consultation et la vente de journaux indépendants. La librairie fonctionne actuellement de manière vagabonde, en intermittence et itinérance, en attendant d'avoir un local et de devenir un lieu de convergence pour différents collectifs de lutte. La Niche a lancé une souscription depuis décembre 2005 qui a rassemblé 3000 euros (chèque à l'ordre de "La Niche librairie libertaire"). Il lui faut encore la même somme pour ouvrir le local. Vous pouvez aussi donner vieilles revues et livres pour la bibliothèque, centre d'archives, etc.
Contacts : Adresse : La Niche, 14 rue du Plessis, 37520 La Riche Adresse mail : lanichelibrairie@yahoo.fr

A la veille de la grande gabegie, pour vos cadeaux et étrennes, pensez à vous abonner aux publications de la résistance. On se permet aussi de vous conseiller quelques livres pour le combat :

Marie BENILDE :	On achète bien les cerveaux, la publicité et les médias, *Ed. Raisons d'agir, 2007.*
Julien DUVAL :	Le mythe du « trou de la sécu », *Ed. Raisons d'agir, 2007.*
Serge HALIMI :	Les nouveaux chiens de garde, deuxième édition, *Ed. Raisons d'agir, 2005.*
Eric HAZAN :	LQR, la propagande du quotidien, *Ed. Raisons d'agir, 2006.*
Henri MALER et Mathias REYMOND pour ACRIMED :	Médias et mobilisations sociales, la morgue et le mépris, *Ed. Syllepse 2007.*
Pierre RIMBERT :	Libération de Sartre à Rothschild, *Ed. Raisons d'agir, 2005.*
Alain BIHR :	La novlangue néolibérale, la rhétorique du fétichisme capitaliste, *Cahiers libres Ed.Page deux, 2007.*

Et toujours à lire et à diffuser, LE PLAN B (Critique des médias et enquêtes sociales) et CQFD, disponibles chez tous les bons marchands de journaux, et auprès des Egaux.
Découvrez « Une gueule qu'on aimerait écraser à coup de tatane » en Une du n° 10 d'octobre-novembre, et plein d'autres pépites comme « Le Procès de Dominique Strauss-Kahn », Monsieur 500 000 dollars.

Si les marchands sont pas bons, aidons les à s'améliorer en demandant LE PLAN B. Sortie du N° 11 le 7 décembre

les Amis de l'Egalité
www.lesamisdelegalite.org lesamisdelegalite@free.fr

On a toujours raison de se révolter !

Mardi 13 Novembre, vers 20h30, suite à une manifestation dans l'après-midi, nous, Mathilde Barthélemy et Antoine Bureau, avons été arrêtés par les policiers de la Brigade anti-criminalité (BAC). Deux policiers déguisés en civil, sans brassard ni autre signe distinctif, nous ont appréhendés violemment dans la rue alors que nous montions dans notre véhicule.
Pendant qu'un des policiers me menottait, une autre notifiait à Mathilde de ne pas bouger. J'ai tenté à ce moment de signaler de vive-voix aux passants mon arrestation avant d'être étranglé, aveuglé et insulté par le policier. Pendant ces quelques secondes, Mathilde a souhaité elle aussi signaler mon interpellation en disant : « À l'arrestation! » La policière a rétorqué : « a gueule salope ! », elle l'a giflée, étranglée puis ceinturée pour la menotter sur la voiture de police. Des étudiants alertés sont arrivés sur les lieux des interpellations en criant « Police partout ! Justice nulle part ! »
Sorti de la voiture tiré par mon écharpe, le policier m'a projeté contre le chambranle de la porte d'entrée du commissariat en me disant: « T'es con, c'est tout neuf ! » Ensuite, j'ai traversé le couloir entre les policiers en tenue anti-émeute qui lançaient à leur collègue: « Il n'est pas assez abîmé » Derrière leur casque, ils lancent un « Libérez nos camarades » en rigolant et en frappant sur leur bouclier avec leur matraque. Celui qui me traîne dit aux autres que je pue. Un gradé en cravate renchérit: « Qui pue à l'extérieur pue à l'intérieur. »
Dehors, six cars de CRS stationnent. Ils " maintiendront l'ordre " lors d'un rassemblement de solidarité quelques minutes plus tard.
Moi, Mathilde, suis arrivée peu de temps après Antoine au poste. Je suis sortie de la voiture et me suis faite pousser en avant par la policière de la BAC qui me disait: « T'avais qu'à pas l'ouvrir ». Les policiers en tenue anti-émeute qui se tenaient devant l'entrée du commissariat ont lancé à mon passage « Reste mignonne ». Je suis ainsi entrée, remarquant au passage Antoine qui était humilié verbalement dans la salle d'alcootest. La policière m'a entraînée jusqu'à une cellule d'isolement pour me faire déshabiller et procéder à ma fouille. Une fois cela fait, elle m'a mise en cellule de garde-à-vue.

Les conditions de garde-à-vue

La cellule fait environ 3 mètres sur 2. Nous avons été respectivement trois au maximum dans cette surface de misère. Il n'y fait ni jour, ni nuit. En permanence, un spot éclaire la cellule sous l'oeil d'une caméra. Les murs sont maculés de traces de sang, de merde, de pisse et de vomi. L'odeur est à la limite du soutenable. Quand il y en a, les couvertures qui puent couvrent à peine du froid et des courants d'air. Le manque d'hygiène des toilettes est insupportable. C'est un lieu d'humiliations et de violence, cris de ceux qui frappent contre les portes, coups de matraque et propos orduriers des policiers à l'éducation discutable. Une jeune femme enceinte de 7 mois et demi restera dans ces conditions toute la journée de mercredi à nos côtés.
Après une audition dans la nuit, je suis sortie au bout de 20 heures de garde-à-vue avec une convocation au tribunal correctionnel de Tours pour le 9 Avril 2008 à 9h. On m'inculpe de rebellion avec violences, alors que c'est moi qui les ai subies.
Quand à moi (Antoine), ma garde-à-vue à été prolongée à 20h le mercredi soir. Depuis 24 heures, je suis inculpé de violences volontaires sur un officier de police lors de la manifestation de la veille. J'ai été auditionné à 4 reprises, dont 2 fois au cours de la nuit. Cette prolongation a été totalement arbitraire et visait uniquement à continuer la répression d'un militant politique. Les enquêteurs se sont acharnés à me mettre en examen. Ils sont allés jusqu'à faire appel à la police scientifique pour scanner les semelles de mes chaussures afin de prouver qu'elles avaient bien piétiné l'uniforme de la "victime". Sans résultat! Je suis sorti le lendemain midi, après 39 heures au trou, sans convocation devant la justice. Malgré tout, le procureur peut donner des suites judiciaires à tout moment. Je reste sous sa menace, bien qu'il n'ait pu déterminer de charges durant ces 39 heures de détention.
Au cours de notre garde-à-vue, la police a annoncé que Mathilde était libre. Faux ! Ce qui n'a pas empêché certains syndicats de répandre cette fausse information. De la même manière, les journalistes de La Nouvelle République ont annoncé notre libération alors que l'un de nous restait encore en cellule.
Les journalistes sont la voix de la Police, nous dénonçons cette collusion ! Nous dénonçons la violence policière ! Nous dénonçons fermement ces conditions de détention indignes ! Nous exigeons l'arrêt des interpellations des militantes et des militants politiques ! Nous dénonçons la criminalisation des mouvements sociaux. Face à la répression sociale, nous appelons à une riposte politique ! Nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites contre Mathilde !

Nous appelons, dans le cas où la Justice s'entête, à un rassemblement de soutien à Mathilde le 9 Avril 2008 dès 8h30 devant le Palais de Justice de Tours. En solidarité, nous appelons à signer la pétition de soutien.

Quand manifester est devenu un délit, se révolter contre l'État policier est un droit et un devoir

Tours, le 17 Novembre 2007
Mathilde Barthélemy et Antoine Bureau